

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech, à Washington le 24 novembre 2015.

LE PRÉSIDENT : Mesdames, Messieurs,

Je veux d'abord remercier le président des Etats-Unis, Barack OBAMA, pour la solidarité dont il a fait preuve. Dès que les attentats ont été connus du monde entier, le premier à m'avoir appelé ce fut Barack. Il était tard, très tard en France, deux heures du matin. Le président des Etats-Unis avait déjà exprimé sa solidarité, sa compassion, son émotion devant l'horreur et dans l'échange que nous avons cette nuit-là il a voulu me dire que les Etats-Unis étaient aux côtés de la France, que l'assistance qui pouvait être apportée à la France serait sans limite et qu'il y avait un devoir commun qui était d'unir nos forces pour lutter contre le terrorisme.

Je n'oublie pas non plus tous les messages que le peuple américain a adressés au cours de ces derniers jours au peuple français. Ces drapeaux tricolores agités dans toutes les manifestations, ces bougies posées devant des lieux qui rappelaient la France ou qui étaient la France ici aux Etats-Unis, ces Marseillaise entonnées dans les cérémonies officielles. C'est vrai que le 11 septembre tous les Français étaient américains et après le 13 novembre les Américains étaient français, nos deux peuples fusionnés dans la même émotion mais surtout dans la même défense de la liberté, la même ferveur à porter nos valeurs. Nous ne sommes pas deux peuples semblables, nous avons notre histoire, nous avons nos cultures, nos origines mais nous avons la même foi dans la liberté.

C'est la France qui a été agressée le 13 novembre dernier, la France dans ce qu'elle est, un pays que nous considérons comme unique au monde parce qu'il parle au monde. C'est la France qui a été attaquée pour ce qu'elle représente, pour ce qu'elle porte, sa culture, sa joie de vivre mais aussi ses valeurs, ses principes. Mais en attaquant la France c'était le monde entier que les terroristes, les assassins lâches de Daech, voulaient viser. Il y avait dans les cafés, dans les restaurants et dans ce lieu de spectacle, le Bataclan, des femmes, des hommes, jeunes le plus souvent, qui appartenaient à plus de 20 nationalités et qui avaient la même envie de vivre et c'est pour cela qu'ils ont été tués. Mes pensées vont vers les proches de Nohemi GONZALEZ, cette jeune étudiante américaine qui était venue là aussi partager un moment de culture, de joie. Je pense aussi à ce groupe américain qui se produisait au Bataclan et c'était le signe aussi que nos cultures se confondaient pour créer le même enthousiasme, frappé, fauché par les terroristes. Nous avons devant nous un groupe terroriste qui s'est organisé sur un territoire, qui dispose de ressources importantes, qui prospère avec le trafic, trafic du pétrole, trafic de drogue, trafic des êtres humains et qui depuis le début de l'année n'a cessé de frapper de nombreux pays, le Danemark, la Tunisie, le Liban, le Koweït, la Turquie, l'Egypte et la Russie avec ce crash qui s'est produit, provoqué par Daech. Alors avec le président OBAMA nous voulions aujourd'hui à l'occasion de cette rencontre d'abord partager notre farouche détermination à lutter contre le terrorisme partout, à vouloir aussi dire au monde que nous ne laisserons pas faire ceux qui veulent annihiler, détruire ce que nous avons construit génération après génération et nous ne laisserons pas abîmer le monde et face à Daech nous devons avoir une réponse commune, collective et implacable.

Nous sommes unis, la France et les Etats-Unis, pour donner cette réponse. Sur le plan militaire il s'agit de détruire Daech partout où il se trouve, de couper ses sources de financement, de traquer

s agit de détruire Daech partout où il se trouve, de couper ses sources de financement, de traquer ses dirigeants, de démanteler ses réseaux et de reconquérir les territoires qu'il contrôle. Nous avons donc décidé, le président OBAMA et moi-même, d'intensifier nos frappes en Syrie comme en Irak, d'élargir leur portée, de renforcer les échanges de renseignement sur les cibles que nous devons viser. La priorité est la reprise des points clés occupés par Daech en Syrie. Il est également urgent de fermer la frontière entre la Syrie et la Turquie pour qu'aucun terroriste ne vienne notamment en Europe pour perpétrer des actes barbares, ceux que nous avons connus. Nous avons aussi décidé de travailler avec nos partenaires de la coalition en Irak et de soutenir tous ceux qui combattent au sol Daech et de faire en sorte que ces forces-là puissent être aidées, équipées par l'ensemble des pays qui veulent sur le plan militaire détruire Daech.

La résolution du Conseil de sécurité qui a été votée à l'unanimité vendredi dernier, qui a été proposée par la France et soutenue par les Etats-Unis, nous donne les moyens d'agir et c'est ce que fait la France en ce moment même. Le porte-avions Charles de Gaulle est en Méditerranée orientale et multiplie nos capacités d'intervention. Hier, nous avons à nouveau et pour la sixième fois depuis les attentats frappé Raqqa. Par ailleurs, nous avons poursuivi l'appui aux combattants irakiens dans la région de Ramadi et de Mossoul dans le cadre de la coalition. Ensuite, sur le plan du renseignement, le président OBAMA et moi-même avons, et c'était dès la nuit du drame, encore renforcé notre coopération, nos échanges d'informations et je salue aussi tout ce que nous faisons pour que les expertises des uns et des autres soient mises au service du contrôle des mouvements que peuvent emprunter les terroristes de façon à ce que nous ne laissions pas faire, parce que ce qu'ils veulent c'est terroriser bien au-delà de la Syrie ou de l'Irak ou des pays voisins, ce qu'ils veulent c'est d'une certaine façon créer l'effroi partout pour que nous puissions douter de nous-mêmes, pour que nous puissions prendre des décisions qui seraient contraires même à ce que nous voulons pour la liberté ou pour le droit. Là aussi nous ne céderons pas. Mais en même temps nous devons nous défendre et utiliser les moyens du renseignement.

Sur le plan diplomatique, nous travaillons à une transition politique crédible en Syrie. Dans le cadre du processus de Vienne, et je salue le travail que font John KERRY et Laurent FABIUS pour trouver un calendrier précis permettant un cessez-le-feu, le plus rapide sera le mieux, et l'ouverture d'un processus conduisant au départ de Bachar el-ASSAD. Car comment imaginer que les Syriens puissent se réunir, se rassembler avec celui qui est à l'origine de ce qui a été l'un des plus grands massacres de ces dernières années, près de 300 000 morts ? Il doit y avoir une transition politique, il doit y avoir un gouvernement d'union mais qui doit conduire au départ de Bachar el-ASSAD.

L'Europe, et Barack y est revenu, est directement concernée par la crise syrienne d'abord parce qu'il y a cette menace terroriste, ensuite parce qu'il y a des milliers de réfugiés qui fuient les bombardements du régime et les atrocités de Daech. Les abandonner à leur sort serait renier ce que nous sommes. C'est pourquoi je refuse l'amalgame entre migrants et terroristes mais en même temps nous devons contrôler les frontières et notamment ce qui aujourd'hui est en cause, c'est-à-dire traverser la mer entre la Turquie et la Grèce -au risque même de la vie des personnes qui fuient- et c'est pourquoi le rôle de la Turquie est important et nous devons avec la Turquie trouver des solutions pour que les réfugiés restent au plus près de leur pays d'origine et que nous puissions être sûrs qu'il y aura sur la frontière les contrôles indispensables.

Jeudi, je me rendrai à Moscou pour y rencontrer Vladimir POUTINE. Je lui dirai que la France peut travailler avec la Russie si elle concentre son action militaire sur Daech, sur l'Etat islamique et si elle s'engage pleinement pour la recherche d'une solution politique en Syrie. C'est ce que nous voulons faire, c'est-à-dire unir tous les pays, tous ceux qui ont la volonté de chercher et de trouver une solution politique en Syrie, de n'en écarter aucun mais de faire en sorte que cette solution politique puisse permettre d'éradiquer le terrorisme.

La semaine prochaine, c'est-à-dire dès lundi, il y aura à Paris la réunion de la Conférence sur le climat. Je n'imaginai pas le contexte dans lequel cette conférence pouvait se tenir et en même temps je me dis qu'il n'y a pas plus beau symbole, plus belle réponse que de la recevoir à Paris - là où il y a eu ces attaques, là où nous avons donné les réponses qui convenaient en termes de

protection et de sécurité mais aussi de défense de nos principes et de nos valeurs. Il n'y a pas de plus beau symbole que de réunir la Conférence sur le climat à Paris avec 150 chefs d'Etat et de gouvernement. Jamais la France n'aura accueilli autant de responsables de la communauté internationale. Ils viennent pour régler la question du climat et pour chercher et trouver là encore l'accord indispensable pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et faire que nos enfants, nos petits-enfants vivent mieux et vivent tout simplement. Mais ils viennent aussi pour marquer leur attachement à la liberté, à la lutte contre le fanatisme, l'obscurantisme, l'extrémisme religieux, cet islamisme qui devient radical et devient à ce moment-là dangereux. Oui, ils viennent tous au-delà de leurs sensibilités, au-delà de leurs croyances, de leurs convictions pour affirmer le même principe, les mêmes valeurs avec un même mot, la vie, tout simplement la vie. Et c'est pourquoi je me félicite que le président OBAMA puisse nous permettre de réussir cette conférence.

Je salue non seulement les déclarations qu'il a faites tout au long de ces dernières semaines et ces derniers mois mais les engagements qu'il a pris au nom des Etats-Unis, au nom du monde. Il était très important qu'un des pays les plus puissants du monde, sans doute le plus puissant, donc le plus émetteur de gaz à effet de serre, puisse aussi être au rendez-vous de l'avenir comme il a été au rendez-vous de l'histoire. Parce que ce que nous avons à faire à Paris au début de la semaine prochaine c'est de montrer que la vie non seulement continue mais que la vie est protégée, que la vie est préparée, celle de nos enfants. La France et les Etats-Unis par leur histoire, par les valeurs qui ont constitué leurs deux nations, par l'esprit qui les anime ont cette responsabilité d'agir dans l'urgence pour le présent -c'est ce que nous avons à faire contre le terrorisme et contre cette organisation Daech- et en même temps de préparer l'avenir. Je suis dans ce contexte, même s'il est dramatique, heureux de pouvoir être aux côtés de Barack OBAMA pour lancer ce message au monde entier. Merci.

Journaliste Reuters : Une question pour l'un et l'autre. Quelle est votre réaction au fait que l'armée de l'air turque ait descendu un avion russe ? Est-ce que ceci risque de mettre l'OTAN en affrontement direct avec la Russie ? Plus précisément au Président OBAMA, quand vous parlez de davantage de coordination entre les Etats-Unis et la Russie, est-ce que cela ne complique pas les choses ? Monsieur le Président HOLLANDE, vous allez bientôt à Moscou, comment espérez-vous une coordination avec la Russie avec ce qui s'est passé aujourd'hui ?

LE PRESIDENT : Cet événement qui s'est produit est grave et évidemment regrettable. La Turquie est en train de donner toutes les informations en ce moment même au Conseil Atlantique, pour savoir exactement ce qui s'est produit et si son espace aérien avait été justement violé.

Mais nous devons éviter toute escalade qui serait extrêmement dommageable. Par rapport à la seule cause qui convienne, qui est de lutter contre le terrorisme et contre Daesh. C'est ce que nous avons à faire, les uns et les autres. Nous. La Turquie. La Russie. Ce qui vient de se produire, comme l'a dit Barack, oblige encore à trouver une solution pour résoudre la crise syrienne. Car, nous voyons les risques autrement d'un embrasement général.

J'irai donc jeudi en Russie, parce qu'il y a cette résolution du Conseil de sécurité, qui montre bien que nous devons agir contre le terrorisme et contre Daesh. Cette résolution a été prise à l'unanimité. D'une certaine façon, c'était la plus large coalition possible. Ensuite, je demanderai au Président POUTINE, ce que j'ai déjà plusieurs fois dit aux Russes, c'est-à-dire que c'est contre Daesh que les frappes doivent être organisées. C'est contre le terrorisme et contre ceux qui justement nous menacent, les Russes, comme nous, en Europe, la France encore ces derniers jours.

Nous devons donc coordonner, coopérer. Mais sur cette base-là, avoir la certitude que nous agissons tous contre Daesh et que nous sommes dans un processus politique, processus politique qui doit conduire à la solution. Chacun sait quels sont les paramètres de cette solution ou quels ne sont pas les paramètres, puisqu'on sait qu'il y a une impasse aujourd'hui.

Enfin, j'évoquais le porte-avions Charles-de-Gaulle, qui est en ce moment en Méditerranée orientale, il se trouve qu'il y a aussi des forces aéronavales russes. Donc, j'ai convenu avec le

Président POUTINE que nous devons échanger nos informations. Parce que nous devons agir et ne pas, là aussi, nous contredire. C'est ce qui va être fait et c'est ce qui est déjà fait.

Laurence HAÏM, Canal+ I Télé : Monsieur le Président, bonjour. Monsieur le Président, les Américains ont des forces spéciales en Syrie. Par rapport à ce qui se passe et au-delà des mots, allez-vous mettre des forces spéciales françaises aussi en Syrie ? Envisagez-vous une intervention au sol militaire là-bas ? Monsieur le Président, si je peux me permettre, au-delà de l'émotion qu'on sent aujourd'hui ici, au-delà des très belles déclarations, ça fait plus d'un an qu'on vous entend tous dire que le Président ASSAD doit partir, qu'une transition politique est nécessaire en Syrie. Monsieur le Président, pouvez-vous ici, aujourd'hui, devant nous, nous donner une date précise, un deadline, pour qu'ASSAD parte ?

LE PRESIDENT : La date, je ne vous la donnerai pas. Parce qu'elle doit être la plus rapide possible, cette date. Parce que c'est une des conditions pour que la solution soit trouvée. Mais ce que je veux aussi souligner, c'est qu'aujourd'hui, les esprits ont évolué. Cela fait maintenant quatre ans qu'il y a la crise en Syrie, quatre ans. Le nombre de morts est sans doute supérieur à 300 000. Cela ne concerne pas que les pays de la région qui accueillent les réfugiés. Cela concerne l'Europe et le monde entier maintenant, avec cette question des réfugiés. Ceux qui ont pensé qu'on pouvait encore attendre, que de toute manière, c'était loin, maintenant constatent qu'il y a cet afflux de réfugiés, qu'il y a des risques terroristes partout à cause de cette organisation Daesh. Alors, nous devons agir.

Pour le reste, vous me demandez ce que nous allons faire encore. Nous allons intensifier les frappes, les cibler encore davantage, pour faire en sorte que les ressources de Daesh soient le plus possible tariées, notamment ces transports de pétrole, les centres de commandement, les lieux d'entraînement, là où sont préparés les actes terroristes. Nous allons continuer, intensifier, au cur même des villes qui sont aujourd'hui occupées par Daesh.

La France n'interviendra pas au sol. Ce sont les forces locales, que nous allons accompagner, que nous aidons déjà depuis plusieurs mois, qui vont faire ce travail au sol. Une fois que nous aurons porté les coups qui permettront à ces forces-là d'agir. La France fera son devoir par rapport à cet appui indispensable.

Olivier RAVANELLO, I Télé : Monsieur le Président. Pouvez-vous nous dire si l'avion russe a effectivement enfreint l'espace aérien turc ? Par ailleurs, étant donné la virulence de la réaction russe, pensez-vous qu'il puisse y avoir une réaction violente, non seulement contre la Turquie, mais envers la coalition ? Elargir la coopération sur le plan renseignement militaire et autres, est-ce que si elles avaient été prises il y a des mois ou des années, elles auraient pu empêcher les attentats à Paris ? Est-ce qu'elles empêcheront de futurs attentats ? Merci.

LE PRESIDENT : Je voudrais revenir à ce qu'est la réalité de Daesh. C'est à la fois une organisation, un groupe terroriste qui occupe un territoire en Irak, en Syrie, qui massacre, qui tue et qui veut instaurer des règles qui sont déshonorantes pour l'Humanité, ça, c'est ce que fait Daesh en Irak et en Syrie et cherche à faire dans d'autres pays, chaque fois qu'il y a du chaos. Et puis, cette même organisation a des réseaux plus ou moins consistants, dans un certain nombre de pays et les utilise pour mener des attentats terroristes, exactement ce qui s'est produit à Paris, où nous savons que ce plan macabre, horrible, a été préparé en Syrie, puis ensuite organisé à travers plusieurs pays. C'est aussi des complicités en France, puisqu'il y a des Français parmi ces terroristes, qui ont commis cet acte, ces actes de guerre.

Donc, si nous voulons agir contre le terrorisme, il faut agir à la fois pour détruire Daesh, là où cette organisation existe, en Syrie et en Irak, et démanteler, détruire aussi ses réseaux. Comment pouvons-nous nous y prendre ? D'abord, sur le plan militaire, intensifier les frappes, aboutir à la reconquête des territoires, avec les forces locales au sol, que nous pouvons appuyer, trouver une solution politique en Syrie, permettre en Irak que l'intégrité du territoire soit de nouveau assurée, ça, c'est ce que nous avons à faire.

Sur le plan des mesures de protection de notre territoire et de la population, c'est ce que j'ai annoncé en France et c'est ce que nous devons faire pour éradiquer ces réseaux de complicité terroriste ou de présence de terroristes, venus là parfois depuis peu de temps ou parfois qui sont là depuis longtemps et qui ne sont pas toujours fichés. D'où la coopération également en matière

ria depuis longtemps et qui ne sont pas toujours riches. D'où la coopération également en matière de renseignement que nous devons encore renforcer.

Les attaques de Paris ont créé une émotion, mais l'émotion ne suffit pas. Une compassion, une solidarité, j'en prends acte. Mais il faut agir. Ce que je fais depuis maintenant plusieurs jours, c'est de convaincre tous les pays qui peuvent agir de le faire. Hier, j'étais avec David CAMERON, il a annoncé qu'il allait soumettre à son Parlement un certain nombre de mesures, c'est important. Aujourd'hui, je suis avec Barack, pour que nous puissions agir avec encore plus d'intensité et de cohérence. Demain, je recevrai la Chancelière MERKEL, pour que les pays européens, l'Allemagne en particulier prenne sa part d'une façon ou d'une autre, mais déjà en matière de renseignement, en matière aussi de coopération policière, mais peut-être davantage. J'irai donc à Moscou, pour que la Russie agisse sur Daesh, uniquement sur Daesh. Et puis, ensuite, je recevrai le Président du Conseil du Gouvernement italien, Matteo RENZI. J'aurai aussi l'occasion de parler à l'ensemble des Européens, puisqu'il y a un Conseil européen qui se tient avec la Turquie dimanche. C'est tout cela qui doit converger, qui doit permettre une coordination, une coopération dans l'action, pour que nous puissions agir sur la source, Daesh, et sur les réseaux que cette organisation peut utiliser. C'est cette force-là qui nous permettra de gagner. Adrien GINDRE, BFM TV : Vous avez, tous les deux, évoqué aujourd'hui une coopération, une coordination contre Daesh. Est-ce que cela veut dire que la coalition unique que vous évoquiez la semaine dernière, Monsieur le Président HOLLANDE, est oubliée ? Est-ce que cela veut dire qu'il est inenvisageable un jour de voir Américains et Russes travailler ensemble sous un commandement unique ? Et puis, une précision sur Bachar El-ASSAD, vous avez refusé aujourd'hui de donner une date pour son départ. Est-ce à dire que le départ du président syrien n'est pas un préalable à toute autre action en Syrie ? Merci.

LE PRESIDENT : Sur la coalition de la communauté internationale, j'estime que la résolution, votée à l'unanimité du Conseil de sécurité, nous permet de dire que, maintenant, l'ensemble du monde est engagé dans la lutte contre Daesh. Ensuite, c'est ce que je vérifierai en me rendant à Moscou, il faut que nous ayons un seul objectif, qui est celui de lutter contre le terrorisme et contre Daesh, sur le plan militaire, de ce point de vue-là, nous pouvons nous coordonner encore davantage et coopérer, pour aboutir à davantage demain.

Mais il faut aussi que nous soyons au clair sur la solution politique, celle qui doit permettre de trouver une issue pour la Syrie. A cet égard, nous l'avons dit, on peut le répéter, Bachar El-ASSAD ne peut pas être l'avenir de la Syrie. Mais nous devons travailler d'ores et déjà, c'est ce que nous faisons à Vienne, avec tous les pays, qui n'ont pas la même position, la Russie, l'Iran, les pays du Golfe, la Turquie, les Etats-Unis, la France, bien sûr, tous ceux qui ont vocation à trouver une solution, nous devons travailler justement à cette transition, dans laquelle Bachar El-ASSAD ne pourra pas trouver sa place, dès lors qu'il a été le problème, il ne peut pas être la solution.